

SALAMÉ, Ghassan, *Quand l'Amérique refait le monde*, Paris, Fayard, 2005, 568 p.

Nicolas Lemay-Hébert

Volume 37, numéro 3, septembre 2006

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/014250ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/014250ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lemay-Hébert, N. (2006). Compte rendu de [SALAMÉ, Ghassan, *Quand l'Amérique refait le monde*, Paris, Fayard, 2005, 568 p.] *Études internationales*, 37(3), 460–463. <https://doi.org/10.7202/014250ar>

mière partie s'intéresse aux questions de mesures à adopter dans le cadre du marché (politiques monétaires et de change) ou hors marché (la réglementation prudentielle des intermédiaires financiers) pour le maintien d'un « marché ordonné » afin de maîtriser la volatilité des investissements de portefeuille.

Les cinq contributions de la seconde partie regroupées sous le titre de « ménages, firmes et institutions financières » traitent des thèmes variés sous l'angle des différents acteurs. Les deux premières contributions traitent la finance et les moyens de subsistance des pauvres et s'interrogent sur la question de savoir s'il y aurait une finance pour les pauvres. Les études de cas de l'Inde, du Kenya ou du Bangladesh offrent des perspectives pour mieux comprendre le fonctionnement d'un secteur financier informel. L'importance de ce dernier est également soulignée dans les régions rurales. Enfin, les deux dernières contributions se penchent sur la situation financière des entreprises dans les pays en voie de développement. Pour les petites et moyennes entreprises, l'impact positif de la libéralisation ne va pas de soi et nécessite selon les auteurs des interventions publiques. L'étude de la structure financière des firmes dans les PVD insiste sur la diversité des résultats obtenus par les différents travaux de recherche.

Les contributions figurant dans cet ouvrage nous livrent non seulement des réflexions originales, mais aussi une synthèse de la littérature et des pistes de recherche stimulantes qui restent à explorer. Il s'agit d'un ouvrage qui s'adresse à un public

avisé ; les étudiants avancés, les doctorants ainsi que les professionnels spécialistes de la question tireront profit de ce livre axé sur une problématique qui continuera sans doute à faire couler beaucoup d'encre.

Deniz AKAGÜL

Faculté des Sciences économiques et sociales
Université de Lille 1, France

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Quand l'Amérique refait le monde.

SALAMÉ, Ghassan. Paris, Fayard,
2005, 568 p.

Près de 10 ans après la publication d'*Appel d'empire*, Ghassan Salamé poursuit sa réflexion informée sur le rôle des États-Unis dans le monde, cette fois en s'intéressant à la conception de la *grand strategy* néo-impériale américaine à l'aube de la nouvelle guerre au terrorisme international. Observateur privilégié de la scène américaine, il met ici à profit tant son expérience comme conseiller principal du secrétaire général de l'ONU que ses vastes connaissances du débat académique américain pour brosser un portrait complet de l'élaboration de la politique étrangère américaine contemporaine. Résolument volontariste, voire révolutionnaire, affichant un mépris pour un multilatéralisme jugé trop encombrant, teintée de « nationalisme robuste » et d'un sentiment marqué d'exceptionnalisme par rapport aux autres nations, l'Amérique d'aujourd'hui semble s'engager ouvertement sur la voie d'une politique néo-impériale. Ce projet n'est certes pas nouveau, l'idée hégémonique ayant déjà été évoquée par Paul Wolfowitz dans un

brouillon du *Defense Planning Guidance* de 1992 (dont le *New York Times* avait obtenu des passages). L'idée avait fait scandale à l'époque et les passages en question avaient dû être retirés de la version finale du document officiel. Ce n'est que neuf ans plus tard et à la faveur d'une crise nationale majeure, le 11 septembre 2001, que le projet néo-impérial a pu reprendre le devant de la scène, cette fois sans faux complexes et en s'assumant pleinement. C'est donc dans ce contexte que l'auteur étudie l'élaboration du projet néo-impérial américain et ses conséquences sur la scène internationale.

Comme l'auteur le démontre bien, l'application de cette politique n'est pas dépourvue de contradictions. À la base de ce qu'il qualifie de « mal américain » se trouve un déséquilibre profond entre les capacités militaires du colosse et les autres instruments d'influence dont il dispose, comme la persuasion, la diplomatie, ou le recours au droit international (p. 15). La volonté de rendre fongible la puissance militaire, donc de traduire l'avantage militaire en avantages nets dans d'autres sphères d'influence, se butte certainement aux écueils de la réalité, notamment irakienne. Il n'en reste pas moins que l'influence du Pentagone dans la conduite diplomatico-stratégique des États-Unis, si vitale à l'heure actuelle, constitue un élément central d'étude pour comprendre la rationalité interne du projet américain. Devenu « bras séculier du projet néo-impérial », le Pentagone joue un rôle prédominant dans la conception de l'Empire américain. Ainsi, selon l'auteur, cette *grand strategy* néo-

impériale se fonde sur une foi profonde dans la nécessité d'une puissance militaire inégalable, un engagement à perpétuer la suprématie militaire américaine aussi longtemps que possible et la maximisation de l'utilité de cette puissance par un plan d'action global. La révision permanente des menaces où la sécurité absolue devient un dogme à l'israélienne, l'apparition d'une stratégie préventive comme réaction aux menaces perçues, la montée de l'option unilatéraliste où les alliés deviennent « à la carte », et on pourrait ajouter le relâchement de la doctrine nucléaire américaine (clairement exprimé dans le *Nuclear Posture Review* de 2002) constituent tous des exemples de cette valorisation progressive du facteur militaire contribuant à renforcer cette *grand strategy* néo-impériale. De plus, toujours selon l'auteur, la mise en place d'un réseau planétaire de bases militaires pour appuyer le projet impérial constitue le meilleur indicateur permettant de juger que l'on est réellement en présence d'une *grand strategy* de domination et non pas uniquement d'une politique de leadership global.

Parallèlement à cette montée en force de l'option militaire, l'influence accrue des néoconservateurs sur le gouvernement a permis de valoriser cet avantage comparatif en lui octroyant un rôle central dans la conception de la politique étrangère. Reprenant l'héritage reaganien (surtout la politique dite de refoulement actualisée au goût du jour), ayant horreur de la stabilité et des politiques jugées « réalistes », les néoconservateurs ont certainement joué un rôle majeur dans l'élaboration du projet

néo-impérial. Dans un contexte de rapprochement entre les intérêts du lobby juif et de la droite religieuse (dans un contrat qualifié très justement de « faustien » par Ghassan Salamé), les intellectuels néoconservateurs ont su convaincre le président Bush de la justesse de leur analyse et profiter pleinement du climat international (notamment marqué par la montée de la « menace terroriste ») pour inscrire résolument le projet néo-impérial à l'ordre du jour de la politique étrangère américaine.

L'influence du projet néo-impérial est bien décrit par l'auteur, passant autant par la crise du multilatéralisme exemplifiée par le « déclin » de l'influence de l'ONU et du droit international en général, que par la vision d'une mondialisation manipulée au service de l'intérêt national américain, ou par la conception d'un nouvel ennemi, ennemi par ailleurs défini de façon aussi floue que les mesures préconisées pour lui faire face. En dehors de ces vérités, certes fondamentales mais reprises dans maints ouvrages récents, l'auteur évoque tout au long de l'ouvrage une dimension originale du projet néo-impérial américain. En effet, selon l'auteur, l'on ne peut concevoir celui-ci seulement dans ses applications extérieures mais aussi dans celles relevant de la balance interne du *check-and-balances* américain. Ainsi, l'un des champs de bataille privilégié des promoteurs du projet néo-impérial est la relation entre les pouvoirs du président et les autres institutions américaines, au premier chef le Congrès américain, visant à donner les coudées franches au Président pour

guider l'Amérique dans la guerre globale contre le terrorisme.

Essai percutant sur le projet néo-impérial américain, Ghassan Salamé nous offre avec *Quand l'Amérique refait le monde* un compte rendu éclairé et bien documenté de l'état de la politique étrangère américaine contemporaine. Si l'auteur ne voit pas dans les États-Unis un empire, du moins au sens traditionnel du terme, il perçoit bel et bien l'éclosion d'une politique étrangère impériale qui pourrait déboucher à terme, si cette politique se poursuit, sur un empire d'un nouveau genre. Ainsi, il se caractériserait par sa nature informelle, non assumée dans le discours, et par son caractère multiforme dans ses mécanismes. Il faut dire que l'auteur est plutôt réservé sur ce point, préférant mentionner l'ensemble des facteurs permettant de croire que ce projet ne puisse pas aboutir. Son déficit d'autorité morale provoquant une « fuite en avant » dans l'option militaire ou même ses moyens de plus en plus limités pour faire face à un tel rôle sur la scène mondiale, donnant raison à Paul Kennedy *a posteriori*, laisseraient plutôt présager que les Américains pourraient revenir à la raison, notamment suite au fiasco irakien. Toutefois, à la lumière de cet ouvrage, on ne peut que se rappeler les propos de Raymond Aron qui soulignait 30 ans plus tôt dans *République impériale* « qu'un État impérial se caractérise par un projet d'ordre mondial. D'où suit une distinction fondamentale entre deux objectifs, la sécurité physique d'un État et d'une population d'une part, la constitution d'un environnement international conforme à l'idée ou au

projet de l'État impérial, de l'autre. » À l'heure de la guerre globale au terrorisme, les deux objectifs semblent bel et bien se réunir, et le projet néo-impérial influencer sur la conception même de la République américaine...

Nicolas LEMAY-HÉBERT

Institut d'études politiques de Paris

Imperial Overstretch. George W. Bush and the Hubris of Empire.

BURBACH, Roger et Jim TARBELL, London, Zed Books, 2004, 242 p.

Bien que partant d'un point de vue particulier – l'expansion impériale des États-Unis sous George W. Bush – ce volume se situe en marge des nombreux ouvrages parus au cours des dernières années sur la mondialisation de l'économie néolibérale. Dans neuf chapitres, les auteurs présentent l'histoire de cet empire, la campagne de propagande politique basée sur l'argent qui a porté l'administration Bush au pouvoir, l'arrogance de personnalités comme George W. lui-même, Dick Cheney et Donald Rumsfeld ainsi que les coûts et l'expansion de leur politique impériale condensée dans leurs opérations en Irak. Ils terminent en évoquant l'espoir suscité par la montée d'un mouvement démocratique populaire qui s'élève contre l'empire américain.

Même si un peu partout dans le monde, des foules se sont prononcées massivement contre la guerre en Irak, le président Bush continue d'y faire la guerre grâce à l'appui des néoconservateurs, de la droite chrétienne et du complexe pétromilitaire. Son arrivée au pouvoir en l'an 2000 a profondément altéré la politique

étrangère du pays en justifiant la guerre en Afghanistan et en Irak, so-disant pour lutter contre le terrorisme d'al-Qaïda et assurer la sécurité intérieure du pays. Toutefois, cette rhétorique a été contredite par des actions qui ont révélé qu'on recherchait plutôt les intérêts d'une ploutocratie.

Les États-Unis étant devenus l'unique superpuissance dans le monde, les auteurs retournent brièvement à son histoire pour comprendre ce qu'est cet empire et comment il s'est formé. Cela nous fait réaliser que certains événements du passé ont quelque chose à voir avec la situation actuelle : par exemple, que l'aïeul de trois générations de la famille Bush était proche du puissant pouvoir financier de Wall Street au début du 20^e siècle ou que les accords de Bretton Woods signés après la Seconde Guerre mondiale ont permis aux États-Unis de dominer le commerce et la finance. On comprend également que Dick Cheney, Donald Rumsfeld et Paul Wolfowitz, pour ne nommer que ces derniers, ne sont pas là par hasard. Ils font partie des 25 politiciens influents néoconservateurs qui, en 1997, ont signé les principes développés dans le Project for the New American Century (PNAC) et adressé une lettre au président Clinton pour lui demander de retirer Saddam Hussein et son régime du pouvoir.

Le 11 septembre 2001, George W. Bush décide de sa propre initiative d'annoncer à la nation que les États-Unis sont en guerre et qu'aucune distinction ne serait faite entre ceux qui ont planifié l'attaque contre des sites américains et ceux qui ont